

Nouvelles Communes

Magazine Annuel de la Communauté de Communes de Gâtine et Choisilles

Octobre 2007 • N°8



Gâtine
Choisilles
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

SITE D'ACTIVITÉS
de Beaumont-la-Ronce

Bienvenue

ÉCONOMIE P 4

FINANCES P 7

VOIRIE P 10

ENVIRONNEMENT P 11

JUMELAGE P 14

PAYS LOIRE NATURE P 15

SCOT P 16

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, LOGEMENT ET URBANISME P 17

ACTIVITÉS JEUNESSE P 20

SPORT P 24

Sommaire

ÉCONOMIE

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE SUR LE TERRITOIRE

ZONE POLAXIS

1% A 28

MODIFICATION DU SITE INTERNET

“ILS ARRIVENT À”



4
5
5
6
6

FINANCES

FINANCES COMMUNAUTAIRES...EN PROGRESSION

7

VOIRIE

UN SERVICE EN ÉVOLUTION

10

ENVIRONNEMENT

UNE NOUVELLE VIE POUR NOS DÉCHETS

DÉCHETTERIES COMMUNAUTAIRES

LE COMPOSTAGE INDIVIDUEL : POURQUOI PAS VOUS ?

BOUCLES À VÉLO

RANDONNÉES SUR GÂTINE ET CHOISILLES



11
12
12
13
13

JUMELAGE

COMITÉ DE JUMELAGE

14

PAYS LOIRE NATURE

LEADER + : UN PROGRAMME EUROPÉEN POUR LE PAYS LOIRE NATURE TOURAINE



15

SCOT

SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE

16

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, LOGEMENT ET URBANISME

LE PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT



17

ACTIVITÉS JEUNESSE

PETITE ENFANCE, ENFANCE, JEUNESSE, CULTURE, MUSIQUE

THÉÂTRE BILLENBOIS

SECTEUR J : PROJETS DE JEUNES

FORM' ADOS : DES ACTIVITÉS POUR LES ADOS



20
21
22
23

SPORT

24

Nouvelles *Communes* magazine d'information de la communauté de communes de Gâtine et Choisilles

«Le Chêne Baudet» - 37360 St-Antoine-du-Rocher - Tél. : 02 47 29 81 00 - web : www.gatine-choisilles.org

N°ISSN : I629-0240 - Directeur de la Publication : Joël Pélicot - Rédacteur en Chef : Bernard Leclercq

Création / conception : Agence de communication Créon - Tél. : 02 47 42 05 05

Crédit photographique : Communauté de Communes de Gâtine et Choisilles.

Tous droits de reproduction réservés. Toute reproduction même partielle ne peut-être faite sans l'accord du support.

La Communauté de Communes de Gâtine et Choisilles participe à la protection de l'environnement en imprimant son magazine sur papier recyclé.

Éditorial

Le cœur de la saison estivale est passé et nous pouvons cette année encore nous féliciter de la qualité et de la beauté de nos paysages.

Cet environnement est un atout majeur de notre territoire qu'il est important de protéger.

Dans le cadre de ses compétences, la Communauté de Communes a mené de nombreuses actions dans ce domaine, et ce, en relation avec notre charte environnement relayée par celle du Pays Loire Nature.

Ces missions se sont superposées aux actions entreprises dans les principales compétences exercées pour le compte de nos communes :

- Poursuite de la remise à niveau de nos voiries intercommunales
- Perfectionnement de notre action dans le domaine des déchets ménagers et encombrants
- Développement d'infrastructures sportives et dépôt de dossiers pour les investissements culturels
- Poursuite et redéfinition de l'action socio-éducative auprès des enfants et adolescents
- Intensification de notre développement économique à travers toutes les zones d'activités de la Communauté de Communes.

Parallèlement à ces actions majeures nous nous inscrivons tout particulièrement dans les démarches territoriales :

- Programme Local de l'Habitat (PLH) et sa future Opération d'Aménagement (OPAH)
- Charte environnement du Pays Loire Nature
- Schéma de COhérence Territoriale (SCOT)
- Fin du programme européen Leader et futur programme FEADER
- Futur programme d'Opération de Restructuration de l'Artisanat et du Commerce (ORAC) ...

Donc des actions majeures pour notre territoire à suivre dans les années à venir.

Accompagné de mes collègues maires et délégués des communes, c'est ensemble que nous travaillons pour l'avenir.

Le Président de la CCGC



Région Centre



CONSEIL GÉNÉRAL
D'INDRE-ET-LOIRE



Partenaires de nos différents
projets.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE SUR LE TERRITOIRE



Yann Merle PDG de Sofacyl, Didier Dumas Ozeany et Cyllab, Jean-Louis Colombier PDG de Flexocolor.

En 2000 le district évoluait en Communauté de Communes. Dans cette mutation l'un des principaux points nouveaux était la prise de la compétence économique avec la reprise d'un certain nombre de zones d'activités sur le territoire. Cette compétence avait une incidence directe sur les recettes de la Communauté et sur la fiscalité des ménages et des entreprises du territoire. En effet, le District percevait des ressources financières basées sur les taxes : d'habitation, foncières bâties et non bâties, pour ce qui concerne les ménages, et sur la taxe professionnelle en ce qui concerne les entreprises. À partir du passage en Communauté les ressources financières sont assises essentiellement sur la taxe professionnelle que la Communauté perçoit intégralement et les communes quant à elles continuent à percevoir sur les trois taxes des ménages. Cette nouvelle répartition induit automatiquement la nécessité d'assurer une mission primordiale de développement économique pour garantir et développer les ressources de la collectivité mais aussi créer de la dynamique source d'emploi et de vie sur le territoire.

La reprise des différentes zones nous a obligés à faire un état des lieux pour chacune d'entre elles, nous permettant de les classer en fonction de leurs aménagements et de leur accessibilité notamment aux véhicules lourds. Cinq permettent un accès poids lourds permanent : Neuillé-Pont-Pierre, Charentilly, Sonzay, Beaumont-la-Ronce et Semblançay. Quatre peuvent recevoir occasionnellement des véhicules lourds : Saint-Antoine-du-Rocher, Cerelles, Saint-Roch et Pernay. Aujourd'hui seule la commune de Rouziers-de-Touraine ne possède pas de zone intercommunale, nous souhaitons réserver un emplacement pour cela dans le cadre du plan local d'urbanisme en cours sur cette commune. Il nous a fallu aussi faire des travaux d'aménagement ou de réaménagement sur certaines d'entre elles. À Neuillé-Pont-Pierre pour permettre le déplacement du Super U et l'arrivée d'autres commerces, nous avons refait entièrement la voirie d'accès avec mise hors-gel, l'élargissement des trottoirs et l'éclairage (283 000 € H.T.). Nous venons de lancer l'extension d'une autre voirie pour permettre l'installation de trois nouvelles entreprises (82 000 € H.T.). Certaines zones ont fait l'objet d'un aménagement complet à savoir Cerelles, Saint-Roch (493 000 € H.T.) et bientôt Semblançay. Sur d'autres, nous avons accompagné l'installation d'entreprises par quelques aménagements : à Sonzay et à Saint-Antoine-du-Rocher (471 000 € H.T.). Le développement économique passe aussi par la mise à disposition de bâtiments à louer, soit en atelier relais dans l'attente d'une installation définitive soit

en location longue durée. Pour ce faire, nous avons fait l'acquisition du siège social de la Communauté de Communes au Chêne Baudet où des locaux libres ont servi à l'accueil de trois entreprises. Une s'est ensuite définitivement installée à Saint-Roch, une autre loue dans un autre bâtiment communautaire et malheureusement la troisième n'a pas continué son activité. Ensuite nous avons acheté les bâtiments d'une ancienne conserverie à la gare de Saint-Antoine-du-Rocher ; là aussi nous avons hébergé un certain nombre d'entreprises dont une est aujourd'hui définitivement installée sur le site de la gare de Neuillé-Pont-Pierre. Enfin, nous avons construit deux ateliers sur la zone de Saint-Antoine-du-Rocher (471 000 € H.T.) pour répondre à deux entreprises dont nous connaissions les besoins. Une loue de façon durable et l'autre travaille sur son projet de construction. Nous envisageons de racheter un terrain avec un hangar presque fini sur

Saint-Roch pour, là aussi, proposer un ou des ateliers relais. Bien sûr, tout au long de ces années nous avons aussi reçu beaucoup d'entreprises et nous les avons accompagnées pour :

- soit leur proposer des terrains, des bâtiments,
- soit simplement les accompagner dans leurs démarches administratives. C'est par la multitude de ces actions que nous avons pu installer 27 entreprises nouvelles sur le territoire et ainsi développer le potentiel fiscal de la Taxe Professionnelle qui est passé de 754 750 € en 2000 à 1 146 477 € en 2006, ce qui nous a permis de financer tous les autres investissements de la Communauté.

Bien sûr le tableau du développement ne serait pas complet si je ne parlais pas de l'avenir, car c'est aujourd'hui que nous construisons demain. Et demain ce sera l'éclosion de la zone de l'échangeur autoroutier de Neuillé-Pont-Pierre : *POLAXIS* qui confortera et développera la dynamique économique de notre territoire, lui amenant vie, emplois et prospérité, avec le respect maximum de l'environnement. Je voudrais finir cet article en remerciant tous ceux qui ont participé au développement économique du territoire : élus, administratifs mais aussi anonymes qui parfois, en parlant, avec un chef d'entreprise ont fait que celui-ci est venu nous rencontrer et nous avons ainsi pu conclure une nouvelle installation. C'est grâce à l'ensemble de ces actions que nous pouvons faire avancer le développement de la Communauté de Communes de Gâtine et Choissilles et donc de nos communes.

Antoine Trystram
1^{er} Vice-Président en charge du développement économique.

ZONE POLAXIS



Depuis plusieurs mois, la Communauté de Communes avance sur le dossier complexe de la zone Polaxis (zone d'activité autour de l'échangeur A 28/RD 766).

Ce dossier mené parallèlement à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Neuillé-Pont-Pierre intègre toutes les contraintes administratives, urbanistiques et environnementales souhaitables dans ce type de zone.

Sur l'ensemble nous consacrons quelques 20 % de la surface à des actions d'intégration et de prise en compte des contraintes environnementales. Ces dossiers complexes doivent aboutir fin 2007, début 2008 afin de procéder aux travaux d'infrastructure dès 2008 (voiries et réseaux divers, alimentation en eau potable et assainissement, embranchement ferroviaire).

Nous voyons bien lorsque nous empruntons l'autoroute A 10 à quelle vitesse les sites bien placés (Blois, Mer, Meung-sur-Loire, Saran) se développent. Les demandes sont latentes et nos discussions pour commercialiser un macro-lot sont en cours. Plus vite nous accomplirons les démarches, plus vite les entreprises créatrices de richesses et d'emplois se développeront.

J'en appelle au civisme et à la bonne volonté de tous pour réaliser cet important projet pour notre Communauté.

Le Président

1% A 28



L'avancée la plus marquante dans la procédure du "1% A 28 Paysage et Développement" est l'aboutissement de la phase réglementaire avec la signature officielle du programme d'actions qui a eu lieu le 20 novembre 2006.

Cette signature permet l'engagement des partenaires financiers. Ces actions, validées par un comité de pilotage, seront financées comme suit :

- Par Cofiroute à hauteur de 50 % pour l'ensemble des actions, patrimoniales et paysagères en covisibilité de l'autoroute, exceptés les projets concernant les travaux sur le bâti de particuliers privés : 30 % plafonnés à 8 000 euros,
- Par le Conseil Général d'Indre-et-Loire qui marque son adhésion à cette politique en finançant d'une façon importante ces actions de 20 à 30 % des montants HT.

Si vous êtes concernés (covisibilité d'autoroute), contactez la Communauté de Communes.

Jack Lissandre

MODIFICATIONS DU SITE INTERNET

Le site Internet de la Communauté de Communes a été conçu en 1998 et mis en ligne en 2000. Depuis cette époque le graphisme des sites a évolué, l'ADSL s'est répandue et Internet est devenu plus familier à beaucoup d'entre nous. C'est la raison pour laquelle nous venons de procéder à la réactualisation du site grâce au concours de la société Créaweb (Saint Cyr-sur-Loire).



L'objectif initial était d'ouvrir une rubrique, digne de ce nom, sur le développement économique, en particulier pour la mise en valeur de la prochaine zone d'activité autour de l'A 28 (Neuillé-Pont-Pierre). Nous avons profité de l'occasion pour :

- 1) Revoir entièrement le graphisme,
- 2) Introduire beaucoup plus d'illustrations (photos...) maintenant que l'ADSL facilite grandement la vitesse de transmission,
- 3) Faciliter la gestion courante des rubriques par nos propres moyens (plutôt que de recourir systématiquement à un prestataire de service).

Dorénavant les communes pourront gérer, elles mêmes, les pages qui leur sont consacrées. Elles pourront même les développer en introduisant de nouvelles rubriques. Il en sera de même pour la Communauté de Communes.

Dans quelques semaines, nous vous invitons à consulter ce site "relooké" qui vous donne accès à de nombreuses informations sur notre actualité et des renseignements pratiques (ex : heures d'ouverture des déchetteries, associations existantes, appels d'offres...).

Bernard Leclercq
Vice-Président chargé de la communication

"ILS ARRIVENT À"

CERELLES

CLIM - CHAUFFE - CONFORT
Plomberie - Chauffage - Climatisation
Energie renouvelable

SARL ALIDADE TAXI
Taxi

ABE TAXI
Taxi

Monsieur DOUADY
Boucherie sur les marchés

Monsieur GACHET
Électricité générale neuf et ancien
Installation et réglage d'antennes

SARL BARBEREAU
Charpente - Couverture

CHARENTILLY

Mademoiselle GAUTIER
Toilettage canin à domicile

NEUILLÉ-PONT-PIERRE

ROMY PIZZA
Pizza à emporter

Madame SIBIAL
Fleuriste

Monsieur PURET
Cordonnier - multi services

LE CARAÏBE
Bar - Restaurant

GARAGE DE L'AVENUE
Garage mécanique - Station service

PERNAY

ELECTRO CLINIC
Entretien - Dépannage - Vente
matériel électronique, électrique
et matériel spécifique

SARL HIROU Frères
Charpente - Couverture - Zinguerie
Maison Bois

Monsieur et Madame HAREAU
Boulangier - Pâtissier

ROUZIER-S-DE-TOURAINE

Monsieur et Madame PROVOST
La Grange du Pain
Boulangerie - Pâtisserie

ST-ANTOINE-DU-ROCHER

Monsieur DELHOMMEAU
Multi services 3D

Monsieur et Madame DUPONT
Garage de la Pailletterie

Madame BRETON
Épicerie

ST-ROCH

VSTP
Garage

SCI FAMILY FOUR
Plomberie - Chauffage

STE FLAG
Bureaux et entrepôt

LE MARISA
Restaurant

SEMBLANÇAY

VIVAL
Supérette

Monsieur ROUSSEAU
Entrepreneur de travaux publics

SONZAY

Monsieur ANDURAND
Charpentier - Couvreur - Menuisier

Monsieur AUGER
Electricien - Plombier

Entreprise PLACEO
Aménagement d'intérieurs et de combles

Monsieur RENOU
Sablage - Métallisation - Couverture Isolation

Entreprise VIRANFARADO
Chaudronnerie - Structures Métalliques
Possibilités de conception 3D

Monsieur SAILLARD
Plomberie - Chauffage - Dépannage

OZEANYS
Audit - Conseil - Formation
dans le management de la couleur

CYLLAB
Gravure de cylindres hélios par procédé
électromécanique entièrement automatisé

FLEXOCOLOR
Photogravure tout process pour le packaging

FINANCES COMMUNAUTAIRES...EN PROGRESSION

Il est difficile d'avoir une vision claire des budgets des collectivités, en se basant simplement sur les chiffres bruts des comptes administratifs, que chacun peut consulter dans sa mairie ou au siège de la Communauté. En effet, un certain nombre d'opérations viennent compliquer l'interprétation ; c'est le cas des « opérations d'ordre », ou, dans notre cas, de certains transferts des communes vers la Communauté (CCGC) comme la voirie ou les zones d'activité, par exemple. Nous avons donc dans cet article corrigé les chiffres bruts des budgets en supprimant ces opérations, de façon à rendre plus facile la compréhension des budgets successifs de 2001 à 2006 inclus.

En outre, nous nous sommes limités au budget général et à celui de l'action économique, qui sont très liés l'un à l'autre. Celui des « déchets ménagers » devant s'autofinancer, est indépendant et facile à interpréter isolément.

LE BUDGET GÉNÉRAL

Les ressources

TABLEAU I - BUDGET GÉNÉRAL : Évolution des recettes

Année	Recettes de Fonctionnement	TP Brute	DGF	Recettes de communes ⁽¹⁾	Compensations de communes ⁽²⁾	TP Nette ⁽³⁾
2001	1 511 214	732 992	636 145	31 334	369 942	363 050
2002	1 770 100	818 435	564 183	31 288	370 580	447 855
2003	1 789 307	887 464	682 643	34 493	354 384	533 080
2004	1 879 233	917 785	663 783	32 267	(370 000)	547 785
2005 ⁽⁴⁾	2 245 167	1 108 957	773 054	32 267	396 313	712 644
2006	2 245 822	1 146 477	808 375	32 714	462 241	694 600

⁽¹⁾ Certaines communes (ayant peu de TP en 1999) versent une contribution à la Communauté.

⁽²⁾ Les communes, ayant beaucoup de TP en 1999, sont en partie compensées.

⁽³⁾ TP nette = TP brute – compensations des communes

⁽⁴⁾ Année d'intégration de Pernay.

Elles proviennent de la taxe professionnelle (TP) et de la dotation de l'Etat (DGF) pour le fonctionnement. S'y ajoutent d'autres recettes secondaires (loyers, subventions...). Pour l'investissement, cela dépend des projets ; la voirie, par exemple, est très peu subventionnée, alors que c'est souvent la dépense majeure d'investissement. Ce sont alors les ressources propres qui supportent majoritairement le budget d'investissement. Dans le tableau 1 nous avons rassemblé les principales ressources et leur évolution de 2001 à 2006. La TP

“ brute ” progresse régulièrement ; la TP “ brute ” est la TP perçue, sans en déduire les reverses de la CCGC aux communes. De 2001 à 2006 sa croissance a été en moyenne de +12% par an ; soit environ +10% hors inflation. Mais c'est une ressource fragile ; car il suffit qu'une grosse entreprise quitte notre territoire pour que nos finances s'en trouvent perturbées. Nous avons peu de grosses entreprises, et, en contrepartie, beaucoup de petites ; des risques existent. Mais les efforts entrepris depuis 2001 en matière d'investissement pour l'accueil d'entreprises (voir la suite de cet article) et, en particulier, le gros projet de la zone de l'échangeur de l'A 28, seront rentables à moyen terme. Les ressources de TP brutes sont moins

“ parlantes ” que celles de la TP nette. En effet, la CCGC reverse aux communes leur TP bloquée à son niveau de 1999, dont elle a, en outre, déduit les charges transférées (essentiellement la voirie) des communes vers la Communauté. Avec le temps, ce système doit aboutir à une répartition homogène des bénéfices de la TP sur l'ensemble des 10 communes. Mais ce mécanisme se déroule lentement, du fait du faible niveau de l'inflation. Si celle-ci était à +10% par an, il suffirait de 2 mandats (12 ans) pour que le nivellement s'accomplisse ; la TP reversée aux communes, étant bloquée à son niveau de 1999, n'est pas revalorisée chaque année de l'inflation ; alors que la TP perçue par la CCGC est revalorisée chaque année. On remarque tout de même que les chiffres de la TP nette, réelle recette de la CCGC, ont augmenté de +18% en moyenne par an (+16% hors inflation). Le système de répartition est donc bien à l'œuvre. Il serait plus prononcé encore, et plus rapide, si le développement économique s'accélérait sur notre territoire.

“ De 2001 à 2006, les recettes “nettes” de TP ont augmenté de 18% par an ; le mécanisme de répartition est à l'œuvre. ”

L'autre grande ressource est la DGF, dotation d'Etat. Elle s'accroît régulièrement du fait de : 1) notre croissance démographique, 2) notre large spectre de compétences et les transferts de charges qui leur sont associés. Toutefois il ne faut pas s'attendre à de grands miracles de la part de l'État qui, comme chacun sait, n'est pas enclin aux largesses aujourd'hui.

Les dépenses

Comme le suggère le tableau 2 (page suivante), les dépenses de fonctionnement de la CCGC sont assez stables. Les dépenses de personnel, celles à caractère général (électricité, communication, entretien...), les autres charges de gestion courante (compensation de la TP des communes, contingents incendie, subventions...) n'augmentent que très lentement. Les hausses de 2005 et 2006 sont imputables à l'intégration de PERNAY ; mais les ressources correspondantes ont suivi également une forte hausse. Quant aux charges exceptionnelles, elles correspondent essentiellement au transfert de fonds du budget général vers le budget de l'action économique ; ce transfert est très variable d'une année à l'autre, en fonction des besoins de l'action économique et de ses propres ressources. A remarquer que la CCGC est pour l'instant peu endettée : annuité d'emprunt de l'ordre de 32 000 euros.

(...)

(...) Pour ce qui concerne l'investissement, le graphique 1 fournit un état des dépenses réelles en matière de programmes d'investissement ; n'y figurent donc pas les frais financiers (capital des emprunts). On notera que depuis 2004 les programmes d'investissement sont proches ou, même, dépassent annuellement le million d'euros. Parallèlement les subventions correspondantes suivent avec un certain retard. Les dépenses de voirie, qui font partie du graphique 1, ont été ressorties dans le graphique 2 (page 9). C'est presque chaque année le plus gros programme ; mais il est peu subventionnable.

TABLEAU II - BUDGET GÉNÉRAL : Évolution des dépenses Vice-Président

Année	Recettes de Fonctionnement	Personnel	Dépenses à caractère générale ⁽¹⁾	Autres charges ⁽²⁾	Charges exceptionnelles ⁽³⁾	Annuité d'emprunts
2001	1 274 822	183 816	207 851	556 094	324 692	4 872
2002	1 318 747	193 972	188 888	537 004	335 635	32 441
2003	1 232 646	203 057	240 702	543 182	163 621	33 631
2004	1 331 213	228 229	242 940	571 740	207 468	32 232
2005 ⁽⁴⁾	1 218 360	246 769	269 285	569 782	7 210	245 213
2006	1 479 061	285 396	307 382	676 290	107 788	31 708

⁽¹⁾ Communications, électricité, consommables,...

⁽²⁾ Compensations des communes, SDIS, subventions...

⁽³⁾ Versement au budget de l'action économique.

⁽⁴⁾ Année d'intégration de Pernay.

BUDGET "ACTION ÉCONOMIQUE "

Les ressources de ce budget sont multiples : 1) participation du budget général (variable, voir tableau 1), 2) loyers des locaux (en moyenne 52.000 euros chaque année), 3) les ventes de terrains aménagés dans les Zones d'Activités (ZA) (très variable d'une année à l'autre), 4) les subventions liées aux investissements en foncier (ZA) ou en bâtiments (à louer). Dans le tableau 3 sont résumées ces recettes propres.

Il en est de même des dépenses. Celles qui correspondent au fonctionnement sont assez limitées. Pour les emprunts, le niveau est assez élevé mais correspond pour la majeure partie aux emprunts des ZA constituées par les communes antérieurement à la mise en place de la CCGC ; ces charges ont été transférées des communes vers la CCGC en 2000.

Le graphique 3 (page 9) résume les dépenses d'investissement réalisées chaque année dans les ZA. Dans ce secteur, le niveau d'investissement s'est fortement accru depuis 2004.

La ZA *POLAXIS* (sur NEUILLÉ-PONT-PIERRE) fait l'objet depuis 2006 d'un autre budget annexe, qui est appelé à un développement significatif (voir l'article sur ce sujet). Nous résumons dans le tableau 4 les premiers éléments chiffrés de ce programme spécial. Des aides substantielles de la Région et du Conseil Général sont heureusement attendues.

TABLEAU III - BUDGET "ACTION ÉCONOMIQUE " : Évolution des recettes

Année	Recettes de propres	Revenus des immeubles	Subventions	Annuités des emprunts	Dépenses de fonctionnement
2001	382 687	52 406	38 277	-	88 996
2002	410 575	52 808	53 636	147 247	51 210
2003	880 841	58 312	17 940	138 152	212 700
2004	1 243 201	23 252	234 961	471 996	308 206
2005 ^(*)	580 964	52 303	219 075	488 230	63 791
2006	802 507	53 540	526 028	172 238	230 679

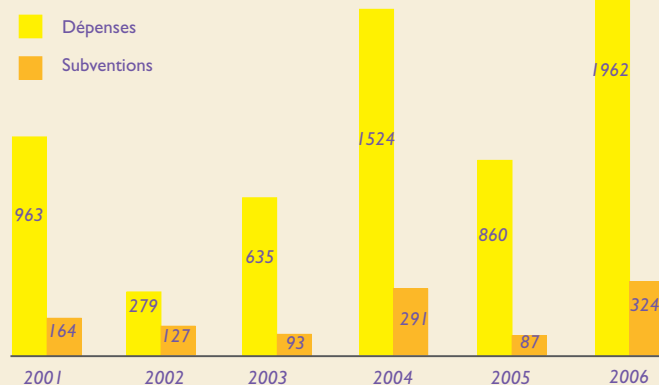
^(*) Année d'intégration de Pernay.

TABLEAU IV - BUDGET DE LA ZA : " Échangeur A 28 "

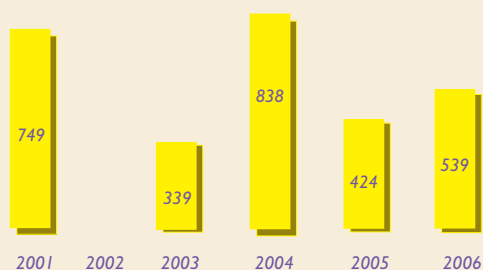
2006	
FONCTIONNEMENT	
Recettes	Dépenses
108 834	11 632
INVESTISSEMENT	
Recettes	Dépenses
33 611	147 368
2007 (projet)	
FONCTIONNEMENT	
Recettes	Dépenses
995 778	995 778
INVESTISSEMENT	
Recettes	Dépenses
2 980 880	2 980 880

Bernard Leclercq

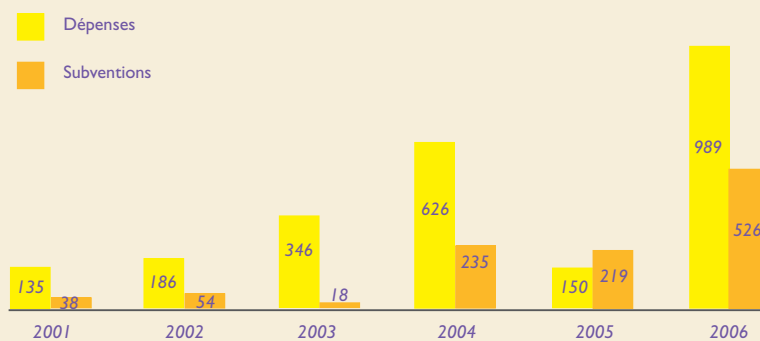
**Graphique 1 : Dépenses et subventions
des programmes d'investissement
du budget général
(en K Euros)**



**Graphique 2 : Dépenses de voirie
(investissement)
(en K Euros)**



**Graphique 3 : Montant des programmes d'investissement
de l'action économique
(en K Euros)**



UN SERVICE EN ÉVOLUTION

Prise à la veille de ce mandat, la compétence Voirie a permis d'engager un programme de travaux qui ne s'est pas essouffé durant ces sept ans. Le choix de prendre en charge pratiquement les 2/3 des voiries communales des 9 communes fondatrices qui sont maintenant 10, n'a pas été une décision irréfléchie. Il n'était pas question de transférer purement et simplement des charges communales à cette nouvelle collectivité, sans réflexion d'ensemble, sans justification d'un esprit communautaire. C'est, au contraire, l'un des premiers élans de la Communauté de Communes de Gâtine et Choisses pour faire vivre l'esprit de subsidiarité, à savoir, faire ensemble et mieux, ce que nous ne pouvons pas faire bien seul, tout en cherchant une parité d'interventions entre les communes.



C'était, et cela demeure, l'application effective et symbolique de créer et d'améliorer des liens, des communications entre tous les concitoyens de notre territoire. La création du réseau de voirie communautaire représentant aujourd'hui 180 kms de linéaire, a porté sur la volonté d'offrir des liaisons "commune à commune", "commune à lieu de travail", "commune à lieux de loisirs" de qualité touristique et sécurisée.

La qualité touristique et sécurisée ambitionnée des routes se définit par la volonté d'offrir des voies pérennes en bon état, sans sur largeur inutile (même si parfois encore il faut envisager des élargissements), équipées d'un revêtement retenant le conducteur d'une trop grande vitesse et limitées en tonnage pour obliger, en dehors du pur trafic local, les poids lourds à les emprunter.

La structure des chaussées que nous empruntons tous les jours relève le plus souvent de fonds de forme d'anciens chemins empierrés peu enclins aux trafics et exigences modernes. C'est dire que les premières interventions se sont attachées à renforcer ponctuellement ces structures, voire, par-ci, par-là, aménager des élargissements d'emprise.

Puis, l'usager, que nous sommes tous, ayant à traverser plusieurs communes pour ses déplacements quotidiens, la notion de route communale et de limite communale s'est estompée. Depuis quatre ans, nous intervenons par tronçons entiers "inter-communaux". Ainsi, par exemple, à travers 3 communes, c'est un tapis uniforme qui va de Beaumont-la-Ronce vers Cerelles, via Rouziers-de-Touraine. C'est le financement unique de la CCGC qui offre la même qualité de passage aux différents citoyens.

Mais la voirie n'est pas seulement la bande de roulement. Dorénavant, chaque chantier intègre la reprise des bas-côtés et des fossés pour gérer correctement l'hydraulique, et, avec la coopération des riverains, les élagages des rives boisées. Depuis deux ans s'ajoutent les interventions de conservation et de rénovation des ouvrages d'arts.

Au total ce sont pratiquement 4 000 000 d'euros qui auront été investis.

C'est une somme significative des efforts engagés et réalisés, même s'il reste beaucoup à faire.

Annexé à la compétence pure voirie, un service de balayeuse intervient dans chaque commune qui le désire depuis deux ans. Entre l'achat de l'appareil et sa maintenance, ce sont encore 200 000 euros qui sont engagés.

Dans chaque commune, certains de vos élus s'impliquent particulièrement dans ce domaine de compétence. La volonté de faire connaître les besoins de "chez-soi" va de plus en plus de pair avec celle d'agir ensemble et de façon cohérente, compréhensible par l'usager. Il appartient à chaque concitoyen de rentrer en contact avec eux pour exposer tel souhait ou tel problème. Ceci alimente la programmation et les choix à faire, mais aussi, la législation partageant les fonctions et les responsabilités entre élus communaux et élus de la communauté pour différentes autorisations. Cela assurerait une compréhension et une réactivité plus pertinentes aux questions qui se posent.

La voirie communautaire a certainement encore à se développer dans l'avenir et il ne faudra pas seulement se contenter d'entretenir : 35% du réseau des communes reste hors intercommunalité et celles-ci perçoivent de moins en moins d'aides pour intervenir.

La CCGC n'a pas de service d'entretien au jour le jour. Ce sont les communes qui suppléent, au fur et à mesure des incidents.

Les communes, à travers un accord intelligent, prennent en charge tout ce qui est intercommunal à l'intérieur des panneaux de bourg.

Ces trois points qui sont une des limites de l'action voirie de la communauté sont trois pistes d'évolution qui peuvent faire l'objet d'ambitions pour un mandat futur.

Alain Énault
Vice-Président chargé de la Voirie

UNE NOUVELLE VIE POUR NOS DÉCHETS

Les chiffres du tableau ci-dessous illustrent l'évolution de la masse des divers déchets ménagers collectés sur notre territoire. Les " ordures ménagères " représentent ce qui est enfoui à SONZAY, en principe après tri au sein des foyers. Les chiffres du haut de ce tableau correspondent aux masses totales collectées. Les chiffres du bas sont rapportés au nombre de foyers collectés chaque année. Bien évidemment, ceux-ci augmentent chaque année. Les tonnages " d'ordures ménagères ", des contenus des sacs dits " jaunes " (emballages recyclables), du papier, et du verre augmentent également, avec une forte hausse en 2006 du fait de l'entrée de PERNAY dans notre communauté.

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE DES DÉCHETS MÉNAGERS

	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Ordures ménagères (tonnes)	2 277	2 371	2 421	2 379	2 365	2 503
Sacs jaunes (tonnes)	222	240	256	261	253	331
Papiers (tonnes)	222	230	256	282	284	290
Verre (tonnes)	475	508	529	534	507	600

Nombre de foyers	4 183	4 295	4 476	4 603	4 654	5 170
------------------	-------	-------	-------	-------	-------	-------

Kg ordures ménagères/foyer	544,3	552,0	540,9	516,8	508,2	484,1
Kg sacs jaunes/foyer	53,1	55,9	57,2	56,7	54,4	64,0
Kg papier/foyer	53,1	53,3	57,2	61,3	61,0	53,2
Kg verre/foyer	113,6	118,3	118,2	116,0	108,9	116,1

Total déchets/foyer (kg)	764,0	779,7	773,5	750,8	732,5	717,4
Total déchets/personne (kg)	272,9	278,5	276,2	268,1	261,6	256,2
Taux de recyclage %	28,8	29,2	30,1	31,2	30,6	32,5

Globalement on constate tout de même que le tonnage d'ordures ménagères a connu un pic en 2003 puis a décliné ; il est remonté en 2006 avec l'intégration de Pernay à la Communauté de Communes. Les autres produits collectés, qui sont recyclables (sacs jaunes, papiers et verre), n'ont cessé d'augmenter. Ce tableau suggère donc à la fois, que les nouveaux arrivants sont vite devenus des trieurs et que les derniers réfractaires au tri semblent également avoir compris l'intérêt de la collecte sélective.



C'est ce que confirment les chiffres de la dernière partie du tableau. Rapportées aux foyers, qui ne cessent de croître, les quantités collectées montrent que les " ordures ménagères " diminuent d'année en année ; ce qui traduit un effort continu de la population pour réduire les déchets à enfouir, en triant mieux, en compostant et en " achetant mieux ".

Les « ordures ménagères » sont enfouies au Centre d'Enfouissement Technique (CET) de Sonzay, exploité par l'entreprise SITA, alors que les autres matériaux sont emmenés au centre de tri de Montlouis sur Loire pour être triés et expédiés vers les différentes usines de recyclage. Le taux de refus au centre de tri correspond à la quantité de déchets non recyclables déposés (par erreur ou ignorance) dans le sac jaune ou avec les papiers, journaux – revues – magazines. Plus ce taux est bas moins cela coûte à la collectivité pour trier ses déchets ; **car nous payons une pénalité par défaut de tri.** (...)

(...) Nous enregistrons une augmentation constante des taux de refus qui est normale puisque les premières personnes à trier sont les plus motivées et génèrent, en principe, peu de refus de tri. Il faut maintenant que les nouveaux arrivants progressent eux aussi. Les taux de la Communauté de Communes sont aujourd'hui autour de 15 % pour les emballages et 5 % pour le papier ; ce sont des résultats meilleurs que la moyenne nationale qui est de 20% pour les emballages et environ 10 % pour les papiers. Peut-on faire encore mieux ?

Nous avons également publié, comme chaque année, deux numéros de “ Sacs jaunes et Compagnie ” ainsi que l'habituel calendrier de collecte. Ces documents d'information sont distribués par La Poste. Nous sommes conscients que certains d'entre vous ne les ont sans doute pas reçus. La distribution postale d'imprimés est parfois déficiente dans les écarts. Pour palier ce problème, ces documents sont également disponibles dans votre mairie et sur le site internet de la Communauté de Communes.

TAUX DE REFUS (EN%)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Emballages	10,09	12,68	14,2	14,62	15,01	15,4
Papiers	2,46	4,43	4,62	4,81	5,63	5,92

DÉCHETTERIES COMMUNAUTAIRES

Avec la reprise de la déchetterie de Pernay, notre territoire est maintenant très bien équipé pour l'évacuation de tous les déchets qui ne sont pas collectés en porte à porte.

Les différents aménagements tels que la création de quais supplémentaires et l'achat d'un compacteur à la déchetterie de St-Antoine-du-Rocher, ou encore la pose de garde-corps dans les deux déchetteries nous ont permis de faire face aux tonnages très importants reçus depuis l'ouverture de ces sites.



En fin d'année 2007, la mise en place **d'un système de contrôle des entrées** en déchetterie permettra d'optimiser la gestion des sites de St-Antoine-du-Rocher et de Pernay.

Nous développerons également au maximum les nouvelles filières de collecte telles que les Déchets d'Équipement Électriques et Electroniques ainsi que la collecte et le recyclage des ampoules et néons. C'est vraisemblablement pour 2008.

LE COMPOSTAGE INDIVIDUEL : POURQUOI PAS VOUS ?

Avec **613 foyers** équipés en décembre 2006, nous avoisinons un taux d'équipement de 12%. L'économie estimée pour la collectivité est d'environ 14 700 euros pour la seule année 2006. Depuis le lancement de l'opération en 2001, cela représente un total estimé d'environ 57 000 euros d'économie sur la collecte et le traitement de nos déchets ménagers.

Beaucoup de nouveaux habitants sont intéressés par cette opération qui permet de produire un compost de qualité à partir des épluchures de fruits et légumes, des tontes de pelouse, des fleurs fanées et des papiers souillés...et cela en respectant quelques règles simples. Ce compost peut ensuite être réutilisé pour rempoter des fleurs ou tout simplement comme engrais dans le potager ou au pied des arbres et arbustes.

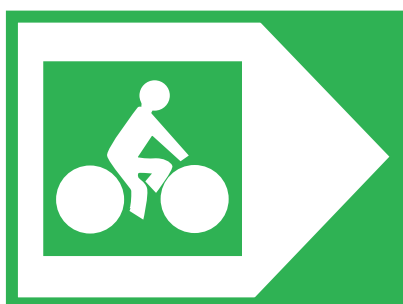
Pour se procurer un composteur, c'est très simple : il vous suffit de contacter le service environnement de la Communauté de Communes au 02-47-29-81-01 aux heures d'ouverture pour prendre rendez-vous. Après avoir reçu les quelques explications qui s'imposent, vous repartirez avec votre composteur en kit qu'il ne vous restera plus qu'à monter ! Pour s'adapter au mieux à la situation de chacun, deux modèles sont disponibles, un “ petit ” de 340 l de forme carrée (76 cm de côté) et un “ grand ” de 800 l de forme hexagonale (129 cm de diamètre).



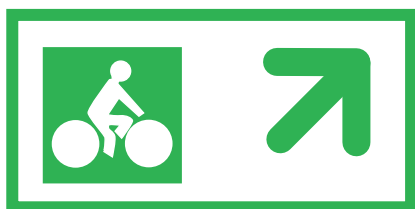
BOUCLES À VÉLO



Suite à l'étude de faisabilité réalisée par le Pays Loire Nature pour la mise en place de boucles à vélo, la Communauté de Communes Gâtine et Choissilles a réalisé un premier circuit d'environ 30 km. Celui-ci relie les communes de Charentilly, Semblançay, Neuillé-Pont-Pierre et Sonzay par de petites routes alternant entre forêt et plaine cultivée. Un panneauage spécifique indique la direction à prendre aux cyclistes. La Communauté de Communes travaille actuellement à la mise en place d'une seconde boucle sur la partie Est du territoire. Elle relierait les communes de Beaumont-la-Ronce, Cerelles, Rouziers-de-Touraine et Saint-Antoine-du-Rocher. Par ailleurs une extension de la première boucle vers les communes de Saint-Roch et Pernay est à l'étude. Ces cheminements sont également régulièrement empruntés par des familles pour la ballade dominicale. Nous vous invitons à découvrir la boucle existante à votre rythme.



Exemples de panneaux de signalisation des boucles à vélo.



RANDONNÉES SUR GÂTINE ET CHOISILLES



Les 130 kilomètres de sentiers de randonnée sont maintenant quasiment tous balisés par les associations de randonnée qu'il faut féliciter pour ce travail. Ils sont entretenus par les personnels communaux qu'il faut également remercier.

D'ici la fin d'année 2007, les nouvelles plaquettes communales de randonnée verront le jour et seront accompagnées d'un plan communautaire retraçant l'ensemble des sentiers de randonnée sur les 10 communes du territoire. Ces documents seront regroupés dans une pochette cartonnée.

des associations venues de tout le département, comme lors de la fête de la randonnée du 17 juin dernier, qui a regroupé près de 150 randonneurs au départ du plan d'eau de St-Antoine-du-Rocher. Devant ce succès, cette fête sera probablement reconduite en juin prochain sur un nouveau parcours.



Ces sentiers sont très fréquentés par les associations locales, mais également par

COMITÉ DE JUMELAGE

Le Comité de Jumelage de Gâtine et Choisilles a connu deux évènements importants pendant l'année écoulée : la signature d'un pacte de l'amitié avec Kramsk (Pologne) et la fusion avec le Comité de Jumelage de Neuillé-Pont-Pierre, Bonito (en Italie).

Trois commissions ont été créées :

- 1. Commission pour les contacts avec l'Allemagne, présidée par Ursula Frascati**
- 2. Commission pour les contacts avec Bonito en Italie, présidée par Claude et Danielle Doessant**
- 3. Commission pour les contacts avec Kramsk en Pologne, présidée par Claude Cormery et Sylvie Clemenceau.**



Visite de nos amis allemands

Pendant le week-end du 18 au 21 mai 2007, le comité de Jumelage de Gâtine et Choisilles a reçu ses partenaires de Thuringe en Allemagne et de Kramsk en Pologne. La rencontre avait pour thème "Commerce et artisanat en milieu rural". Français, allemands et polonais ont évoqué les problèmes du petit commerce et de l'artisanat dans leurs pays respectifs et ils ont pu constater que les situations étaient comparables et qu'ils étaient tous très intéressés par les aides qui pouvaient leur être accordées.

Le comité de Jumelage avait invité Mme Catherine Guy-Quint, Député Européenne et celle-ci a évoqué les aides que l'Union Européenne était en mesure d'accorder aux petits commerçants et artisans en zone rurale.

Le Dr. Joël Pélicot a invité les différentes délégations au siège du Pays Loire Nature à Ambillou et leur a présenté l'Opération de Restructuration de l'Artisanat et du Commerce (ORAC).

Pendant ce séjour, plusieurs visites d'exploitations agricoles et d'ateliers d'artisans ont été appréciées par les participants, ainsi qu'une très intéressante visite guidée du chantier de rénovation du château de Chinon.

Au stand du comité de Jumelage de la foire aux fromages à Neuillé-Pont-Pierre, Polonais et Allemands ont présenté des œuvres d'artisans et des spécialités de leurs pays. Différentes personnalités, dont des élus allemands et polonais, ont été intronisées à la Commanderie des fro-

mages de Sainte-Maure-de-Touraine. Pendant la grande soirée festive de dimanche dans la salle des fêtes de Sonzay, a été fêté le dixième anniversaire du jumelage avec la Communauté Administrative du Riechheimerberg et le pacte de l'amitié avec Kramsk en Pologne a été signé par M. Jozef Karmowski, Maire de Kramsk, Mme Ursula Frascati, Présidente du Comité de Jumelage et le Dr. Joël Pélicot, Conseiller général, Président de la Communauté de Communes.

Ces journées d'échange et ces rencontres ont été subventionnées par l'Union Européenne.

Contacts avec l'Italie

Bien qu'aucune délégation italienne représentant la commune de Bonito n'ait pu se déplacer pour assister au dixième anniversaire du jumelage avec l'Allemagne, la commission Italie de notre comité était présente au stand du jumelage de la Foire aux Fromages 2007 pour des explications et des commentaires sur Bonito et l'exposition de produits italiens.

Au mois de mai, le collège du Parc de Neuillé-Pont-Pierre et des familles de notre Communauté de Communes ont accueilli les élèves du collège de Bonito. Le comité de jumelage a apporté son soutien aux organisateurs de ce voyage en hébergeant les accompagnateurs. L'ensemble du groupe d'Italiens a par ailleurs été invité à un pot de bienvenue offert par la commune de

Neuillé-Pont-Pierre.

Après leur séjour en Touraine les Italiens ont terminé leur périple par une visite de Paris et de Versailles.

En dehors de ces temps forts, les échanges avec la ville jumelée se poursuivent par des voyages et des visites de particuliers, des communications par Internet ou par téléphone.

Autres manifestations

- En octobre 2006 une quarantaine de personnes se sont rendues en Allemagne chez nos amis du Riechheimerberg, pour deux jours de visites, de rencontres et de festivités malheureusement trop courtes.
- Les rencontres internationales des collègues du projet scolaire « Comenius » se poursuivent.
- Le camp européen de jeunes a eu lieu cette année à Kramsk en Pologne, et a connu un grand succès.

Nos Projets

- Les 9, 10 et 11 décembre 2007, le Comité de Jumelage est invité à Strasbourg par Madame Guy-Quint, députée européenne, pour visiter le parlement européen.
- Le voyage en Allemagne aura lieu en 2008 du 1^{er} au 4 mai.
- Un voyage chez nos amis polonais de Kramsk est en projet.

Ursula Frascati
Présidente du Comité de Jumelage

LEADER + : UN PROGRAMME EUROPÉEN POUR LE PAYS LOIRE NATURE TOURAINE VALORISATION DES RESSOURCES NATURELLES ET CULTURELLES

Le Pays Loire Nature touraine a choisi de privilégier la qualité de son environnement comme axe de développement à travers, notamment, la valorisation de son patrimoine culturel, architectural et naturel. Dans cet objectif, les élus du pays ont mis en œuvre dès décembre 2002, en concertation avec les principaux acteurs locaux, l'un des 140 programmes LEADER + retenu par l'Etat.

Ainsi, l'Union Européenne apporte au territoire du Pays Loire Nature **1.6 million d'euros jusqu'à fin 2007**. Depuis 2002, les aides LEADER + sont destinées à soutenir des projets autour de la diffusion des connaissances du patrimoine, de la valorisation et la gestion des richesses de notre territoire. L'objectif de ce programme a été de favoriser les initiatives des acteurs locaux à travers une démarche expérimentale et innovante pour le développement. Des associations, des particuliers, des entreprises ou encore des collectivités locales ont déjà pu bénéficier de subventions européennes : **1 306 000 euros de subventions** ont été attribuées depuis décembre 2002 aidant plus de **280 projets** sur le territoire.



Les questions d'économie d'énergie ont également été abordées de manière expérimentale avec un diagnostic groupé de l'éclairage public, l'achat d'un compacteur pour la déchetterie afin d'améliorer la qualité de traitement des déchets collectifs ou encore l'installation d'une pompe à chaleur géothermique dans la future salle socio-culturelle située à Rouziers-de-Touraine.

Fin 2006, le Pays Loire Nature a été labélisé Pôle d'Excellence Rural (PER) permettant dans le cadre de son programme européen, la valorisation des produits du terroir grâce à une enveloppe de **100 000 euros**. Ce PER a pour objectif de promouvoir et conforter nos richesses culinaires et savoir-faire, de mettre en réseau des acteurs, de les professionnaliser à l'accueil touristique, etc. La Communauté de Communes s'est jointe aux deux autres Communautés de Communes du Pays Loire Nature pour éditer et distribuer à tous les restaurateurs et hébergeurs du pays des sets de table. Ces sets ont été complétés par une plaquette listant les producteurs et artisans de l'alimentaire, et réalisée par les Chambres de Métiers et de l'Artisanat aidées de la Chambre d'Agriculture et de la Forêt d'Indre-et-Loire.

Concernant les projets de la Communauté de Communes Gâtine et Choissilles, le programme européen en soutient 19 depuis décembre 2002. Ces projets représentent un total de 107 072 euros d'aides européennes, soit 8,2 % des fonds mobilisés. Parmi ces projets, les aides LEADER + ont déjà permis l'achat de matériels par la Communauté de Communes, pour les associations de son territoire, le lancement de boucles à vélo, ou encore la réalisation d'un diagnostic enfance / jeunesse. Pour l'année 2008, elles aideront au développement et à l'animation d'un réseau intercommunal de structures d'accueil pour les enfants. La Communauté de Communes travaille depuis longtemps sur les questions environnementales de son territoire. Grâce au programme LEADER+, elle a pu développer de nombreux projets comme par exemple : les aménagements pédagogiques de découverte sur le site " les Rouchoux " à Semblançay ainsi que la préservation sur la tourbière du Porteau à Beaumont-la-Ronce.

Contact :
Président : Joël PELICOT
Animatrice : Aurore BAILLY

Pays Loire Nature touraine
9 bis, place du 8 mai 1945
BP7 - 37340 AMBILLOU

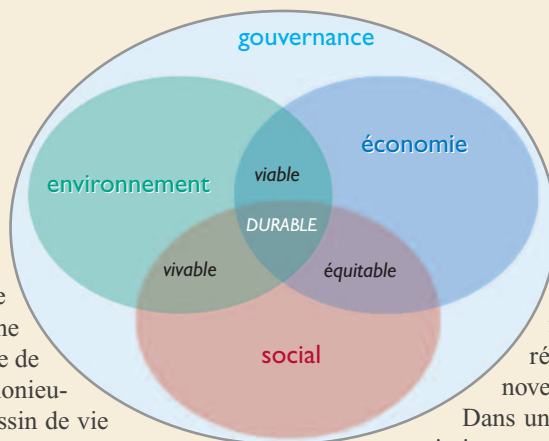
Tél. : 02 47 55 90 44
Fax : 02 47 55 92 01
Email : leader-pln@wanadoo.fr



SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE

Le SCOT, Schéma de COhérence Territoriale, est un document de planification qui organise le développement du territoire pour les 20 ans à venir.

Il définit, dans une logique de développement durable, les espaces d'accueil de nouveaux logements, d'entreprises, d'équipements et détermine les lieux à valoriser et protéger : patrimoine, espaces agricoles et naturels. Le SCOT vise à construire un projet d'aménagement et de développement durable sur l'ensemble des 43 communes qui le constituent et pour les 40.000 habitants qui y vivent sur les cantons de Château-la-Vallière, Langeais, Neuillé-Pont-Pierre et Neuvy-le-Roi.



Un SCOT pour quoi faire :

- Pour nous permettre de mieux gérer le foncier mais surtout pour répondre à une volonté commune des acteurs du territoire de se développer de façon ambitieuse, harmonieuse et durable en cohérence avec notre bassin de vie du Nord-Ouest de la Touraine.
- Pour fixer des objectifs pertinents en matière de développement durable, nous avons décidé de travailler à l'élaboration de ce document d'urbanisme supracommunal à l'échelle des trois Communautés de Communes qui constituent le Pays Loire Nature (Touraine Nord-Ouest, Gâtine et Choissilles, Racan).
- Pour que nos objectifs soient cohérents avec ceux de l'agglomération tourangelles qui réalise simultanément la même démarche, mais aussi avec ceux des autres territoires voisins, que ce soit le Chinonais, le SCOT Amboise, Bléré, Château-Renault, ou encore les collectivités voisines des départements du Maine-et-Loire ou de la Sarthe.

Le SCOT nous permet de gérer nous-mêmes notre développement en cohérence avec les projets de chacun et notamment ceux de l'agglomération.

Le SCOT va nous aider à mieux :

*nous déplacer (alternatives au tout voiture)
garder et développer des emplois
développer de l'habitat pour tous
implanter de nouveaux équipements
protéger l'environnement
lutter contre le risque de « dortoirisation »
du territoire...*

C'est donc :

«Miser sur la qualité et l'identité du territoire pour un développement ambitieux et durable».

Suite aux lois Solidarité et Renouvellement Urbains de 2000 et Urbanisme et Habitat de 2003, les collectivités du territoire ont décidé de se lancer solidairement dans cette procédure.

La création du syndicat mixte du SCOT du Nord-Ouest de la Touraine, a eu lieu en juin 2006. Cela nous a permis de commencer concrètement les études et les réflexions autour de notre projet dès novembre 2006.

Dans un premier temps fût établi le diagnostic du territoire que nous avons largement partagé lors de la réunion publique de Beaumont-la-Ronce en février 2007.

Ce diagnostic nous a permis ensuite de construire le PADD, Projet d'Aménagement et de Développement Durable, qui est l'émanation du projet politique pour l'avenir du territoire en fonction de l'anticipation des grands enjeux de demain.

Ce projet sera traduit réglementairement au premier trimestre 2008 dans un Document d'Orientations Générales (DOG). Il sera opposable aux différents documents d'urbanisme des communes et Communautés de Communes qui devront rendre lesdits documents compatibles.

Si l'initiative de ce document de planification revient aux communautés de communes, la portée de ce projet touchera indirectement l'ensemble des habitants de notre territoire. En effet, le SCOT ne s'applique pas aux tiers mais aux différents documents d'urbanisme communaux et intercommunaux tels que les Plans Locaux d'Urbanisme et les Programmes Locaux de l'Habitat. Cependant, c'est le SCOT qui fixe les grandes orientations nécessaires pour aborder le XXI^e siècle : les orientations pour organiser des alternatives aux déplacements tout voiture, initier de nouvelles façons d'habiter plus respectueuses de notre environnement et plus solidaires, développer l'attractivité économique, touristique, les services à la personne, la préservation des espaces agricoles.

C'est pourquoi, le SCOT est l'affaire de tous. Pour qu'il soit le plus partagé possible, n'hésitez pas à nous faire part de vos observations et avis divers.

Contact :
Xavier Dupont
Tél. : 02 47 55 90 45

Le Président du SCOT du Nord-Ouest de la Touraine

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, LOGEMENT ET URBANISME

Actuellement, il existe 3 documents qui définissent les règles d'urbanisme et d'organisation du territoire :

Le PLU (Plan Local d'Urbanisme) établi par les communes.

Le PLH (Programme Local de l'Habitat), en cours d'élaboration par la Communauté de Gâtine et Choissilles.

Le SCOT (Schéma de Cohérence Territoriale), en cours d'élaboration par le Pays Loire Nature, qui regroupe les trois Communautés de Communes : Gâtine et Choissilles, Touraine Nord Ouest, et Racan.

Cet article porte essentiellement sur le PLH ; celui-ci entre dans sa deuxième phase qui consiste en l'élaboration d'orientations et la détermination d'un scénario d'évolution.

Il s'agit de définir les objectifs et les orientations possibles et souhaitables de la politique de l'Habitat à mettre en oeuvre dans les six années à venir de 2007 à 2012.

PRINCIPAUX CONSTATS

En 2003, seulement, 15% des actifs ont un emploi sur le territoire de la Communauté de Communes ; les migrations alternantes domicile-travail sont importantes. Ainsi 85% des actifs travaillaient à l'extérieur de la Communauté de Communes et principalement à Tours. La Communauté de Communes projette de réaliser une zone d'activité aux abords de l'échangeur de l'autoroute A 28 sur un site de 285 hectares.

L'évolution démographique, une démographie dopée par l'arrivée de nouveaux habitants (voir figure ci-contre).

Comme l'ensemble des communes périurbaines qui constituent la grande couronne de l'Agglomération Tourangelle, la Communauté de Communes de Gâtine et Choissilles connaît un fort développement démographique depuis 1975.

Ainsi la population atteindrait 13 057 habitants en 2004 soit une croissance de 14,6% depuis 1999 et un taux d'évolution annuel de 2,76% entre 1999 et 2004. Ce taux était de 1,6% entre 1990 et 1999.

Le scénario de développement proposé dans l'étude PLH réalisée en 2000 proposait un taux d'évolution annuel de 1,88%. Il a donc été plus important.

Le vieillissement de la population

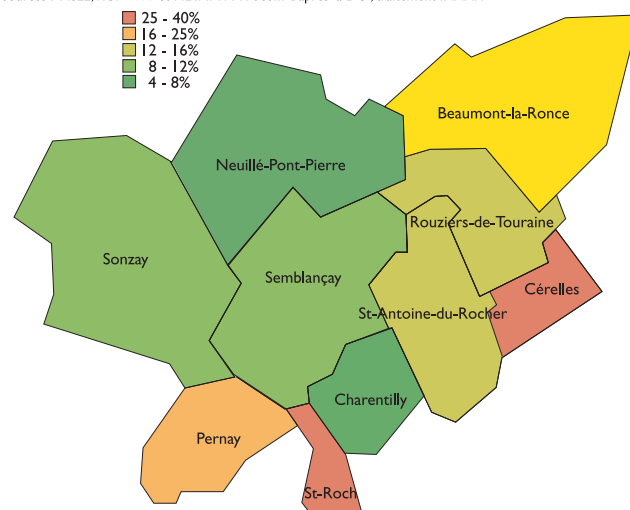
Les perspectives démographiques établies par l'INSEE font apparaître une progression relative du vieillissement de la population départementale.

Si l'accroissement de la tranche d'âge " 85 ans et plus " était modérée jusqu'à présent, les projections basées sur le RGP (Recensement Général de la Population) de 1999 prévoient une augmentation de +55% sur la période 2006-2016, sur les cantons de Château-la-Vallière, Langeais, Neuillé-Pont-Pierre et Neuville-Roi. Cette augmentation, sur la même période et le même territoire, sera de + 28% pour les personnes âgées de plus de 60 ans, et de plus 14% pour les 75 ans et plus. Les besoins en matière d'aide à domicile notamment vont continuer à s'accroître.

Un fort développement du parc de logement

Le parc des résidences principales ne cesse d'augmenter, parallèlement à la croissance démographique, le parc total de logements du territoire se développe. En 2003, ce sont 666 logements supplémentaires qui ont été recensés par rapport à 1999, et 646 entre 1990 et 1999. Cette hausse est uniquement liée à l'augmentation du parc de résidence principale : +1 316 entre 1990 et 2003, soit une moyenne de 94 résidences principales supplémentaires par an.

Évolution de la population entre 1999 et 2005
Sources : INSEE, RGP 1999 et METATM-Filocom d'après la DGI, traitement : ANAH



Importante production de logements neufs

Depuis 1995, la production de logements neufs varie de 138 logements par an lors du pic de construction enregistré en 1998 et 1999, à 90 en 2002. L'année 2005 a enregistré la plus forte production de logement avec 144 logements commencés. Le marché est essentiellement porté par l'accession à la propriété : la construction de logements collectifs demeure très faible.

Le parc de résidences principales est essentiellement constitué de grands logements occupés par leurs propriétaires.

Le parc locatif est donc peu développé : environ 860 logements sur l'ensemble des communes soit 20%.

Les taux de logements locatifs sociaux et locatifs privés sont faibles : 5% et 15% contre 19% et 22% dans le département.

Présence d'un parc ancien assez important

Avec une part de 44% de logement ancien, c'est à dire construits avant 1949, la Communauté de Communes se situe au dessus de la moyenne départementale qui est de 34,5%.

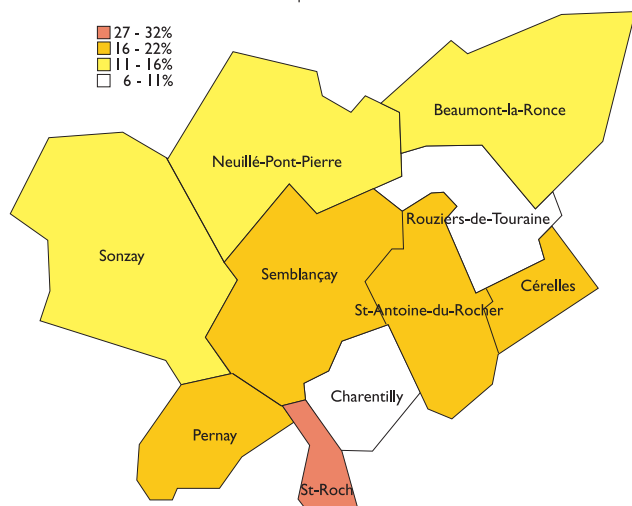
(...)

Le niveau d'inconfort est encore relativement élevé.

Dans 14% des logements, un élément de confort au moins est absent et dans 10%, trois éléments sont manquants. Ces taux sont supérieurs à ceux du département qui sont respectivement de 13% et 7%.

Évolution du parc de logement de 1999 à 2003

Source : INSEE-RGP 1999, METATTM-Filocom d'après la DGI traitement ANAH



Concernant la demande locative sociale, tout particulièrement pour les jeunes : apprentis, stagiaires, emplois précaires..., actuellement les possibilités de logements dans le parc existant sont relativement limitées.

Marché immobilier privé : accroissement des prix des terrains à bâtir et des logements à la vente.

Le marché des terrains à bâtir destinés à la construction individuelle : 1 210 logements ont été commencés entre 1995 et 2005. Le prix médian des terrains en euros HT par mètre carré était de 35 euros dans la Communauté de Communes de Gâtine et Choissilles en 2004. (source : les mutations non bâties-AUAT en 2004).

En 2006, le prix des terrains peut atteindre 70 euros par mètre carré dans la Communauté de Communes.

Les acquéreurs sont en majorité des ménages âgés de 30 à 40 ans. En 2004, il est constaté une majorité de cadres, artisans, commerçants et professions intermédiaires, accédant à la propriété dans une des communes de Gâtine et Choissilles, au détriment de ménages aux revenus plus modestes : employés et ouvriers. Cette répartition est différente entre communes proches de Tours et communes éloignées de Tours ; les foyers fiscaux les plus aisés tendent à se loger près de l'agglomération.

Un marché locatif tendu

Les quelques opérations d'investissement "de Robien", ou autres produisent des pavillons individuels à loyers trop élevés, et le parc locatif privé n'est pas toujours entretenu.

Foncier et urbanisme

Compte tenu de l'augmentation importante des prix des terrains constructibles, les communes ont de plus en plus de difficultés à engager des acquisitions foncières. La plupart n'ont plus de réserves foncières.

Manque d'intégration des lotissements dans leur environnement

Pour satisfaire la demande périurbaine, les opérations de lotissements font partie des formes les plus utilisées. Mais ce mode de production est aujourd'hui pointé du doigt : consommation forte de foncier, coût en réseaux, réalisation de voiries supplémentaires, imperméabilisation des sols...etc.

PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION

Perspectives d'évolution démographique

La croissance démographique est essentiellement due au solde migratoire. Comme l'ensemble des communes périurbaines qui constituent la grande couronne de l'agglomération Tourangelle, la Communauté de Communes de Gâtine et Choissilles connaît un fort développement démographique depuis 1975. Actuellement (2007) on estime le nombre de foyers à plus de 5 000, soit une population d'environ 14 000 habitants.

Prolongement de la tendance forte actuelle

Cette tendance de croissance forte que l'on constate aujourd'hui



devrait se prolonger dans les années à venir. A l'échéance du PLH 2006-2012, on peut envisager une croissance au même rythme que celle constatée ces dernières années. Elle permettrait d'atteindre en 2012 une population d'environ 16 230 habitants.

La consommation foncière

La densité du territoire est de 45 habitants par km² en 1999, soit bien en dessous de la moyenne du département (90), de la région (62), et, bien entendu de la France métropolitaine (108). Avec une population de 13 057 habitants en 2004, on peut l'évaluer aujourd'hui à 51,6.

Si l'on prend comme moyenne une consommation foncière de 1 500 m² (en comptant les emprises de voirie) et l'hypothèse de la construction de 180 logements par an, les besoins en foncier peuvent être estimés à 27 ha par an.

La maîtrise de la consommation foncière répond à une exigence de qualité et de développement durable.

Une consommation foncière trop rapide peut poser des problèmes en terme de coût pour la collectivité (infrastructure, équipements...). Elle peut s'accompagner d'une détérioration des paysages et des espaces naturels qui représentent l'atout majeur du territoire. D'autre part, elle ne favorise pas la proximité des commerces et des services qui caractérise la vie dans les villages aujourd'hui.

Maîtriser le foncier pour un développement durable.

Les différentes formes urbaines permises par une densité soutenue sont peu connues. Les documents d'urbanisme font parfois office de frein : certaines dispositions des anciens POS et des PLU, comme les distances à respecter entre les maisons ou les largeurs minimum des lots, ne poussent pas à l'économie du foncier. La culture de l'habitat dense peine à se diffuser.

• Enjeux et objectifs

Production de logements moins consommatrice de foncier
Intégration dans le paysage
Proximité des bourgs
Favoriser la mixité sociale
Développer l'architecture bioclimatique et la qualité des constructions
Permettre l'utilisation des énergies renouvelables

Développer le parc locatif à loyers et charges modérés

Le diagnostic montre que le parc de logements publics ne représente qu'à peine 6% des résidences principales en 2004. Cette population est pénalisée par la hausse des prix du marché immobilier et la faible rotation au sein du parc public.

La demande locale est portée par des jeunes ménages, mais également par des personnes âgées qui souhaitent se rapprocher des commerces et services.

De plus, le projet de zone d'activité à Neuillé-Pont-Pierre, qui va permettre l'implantation d'entreprises et la création d'emploi, va renforcer la demande en logement : accession à la propriété et locatif. Afin de limiter les déplacements domicile-travail, il est important que ces actifs puissent se loger à proximité de leur lieu de travail.

• Moyens et outils envisagés

Développer l'offre de logements publics dans un souci d'équilibre territorial

La programmation des logements sociaux pour la durée du PLH doit permettre de développer le parc sur des critères objectifs sur l'ensemble du territoire. Il s'agit d'une part d'adapter le nombre de logements publics à l'évolution du nombre de résidences principales et d'autre part de mieux répartir le parc sur le territoire.

Pour accueillir 16 230 habitants en 2012, il faut environ 5 969 résidences principales, soit 1 448 de plus qu'en 2004, ce qui correspond à un rythme de production de 181 résidences par an.

L'objectif minimum de 15% permettrait de tripler la production de logement public en passant de 9 logements par an à 27 et d'atteindre 7,5% du parc de résidences principales en 2012.

Des besoins spécifiques pour certaines catégories de la population

La question du logement des jeunes en général est également une préoccupation des acteurs sur la Communauté de Communes. Les jeunes débutants dans la vie professionnelle, apprentis ou intérimaires pour des missions de courte ou moyenne durée, les jeunes souhaitant quitter le domicile de leurs parents mais rester dans le territoire sont souvent caractérisés par l'instabilité de leurs situations et de leurs revenus et ont besoin de logements à loyer modéré et pour des durées limitées.

Viellissement prévisible de la population

Le vieillissement de la population ne correspond pas à une catégorie spécifique de population, mais à l'ensemble de la population. On mesure mal aujourd'hui l'ampleur des besoins à venir dans ce domaine. En effet, la population âgée dépendante correspondait jusqu'à maintenant à des classes "creuses". Ce sont aujourd'hui les classes nombreuses de l'après-guerre qui vont arriver à l'âge de la retraite.

Très faibles possibilités d'hébergement d'urgence et temporaire

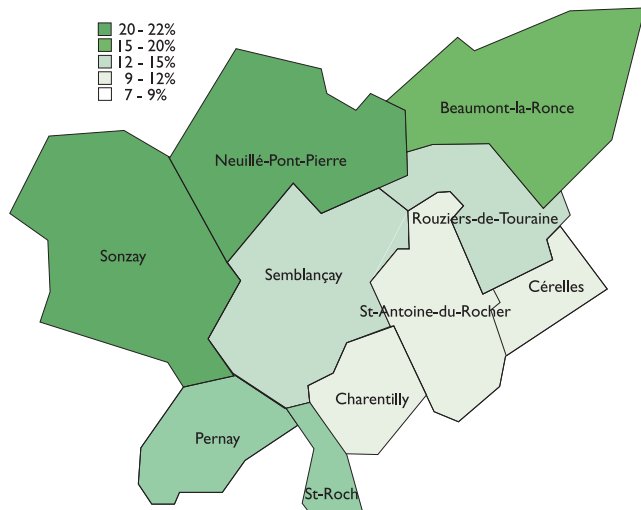
Selon les professionnels travaillant sur le territoire, la problématique logement se pose pour différentes catégories de ménages :

- Les ménages en grande difficulté, peu nombreux mais difficiles à gérer.
- Les femmes avec ou sans enfants en rupture (divorce) et en situation d'urgence.
- Les jeunes de moins de 25 ans en rupture familiale, sans ressource, car ne bénéficiant pas du RMI. (...)



Ménages allocataires à bas revenus

Sources : Caisse d'Allocations familiales 31/12/04



ENJEUX et OBJECTIFS POUR L'AVENIR

Prendre en compte le vieillissement de la population

Favoriser le logement des jeunes

Favoriser le logement des personnes ayant des difficultés d'insertion

Développer le logement des personnes âgées

Favoriser le maintien à domicile par l'adaptation des logements existants (OPAH) et le développement des services à domicile.

Prévoir une urbanisation adaptée qui favorise la proximité des services et la mixité intergénérationnelle.

Le logement des jeunes

La construction de petits collectifs en centre bourg peut permettre de répondre à une demande en petits logements. D'autres pistes sont à développer, comme la sous location dans le parc social via des associations spécialisées qui semble bien fonctionner. Enfin, une action sur l'habitat ancien (OPAH) peut inciter les propriétaires à réhabiliter des logements parfois de qualité médiocre tout en proposant un loyer modéré grâce au conventionnement.

Le logement des personnes en situation précaire

Favoriser l'accession à la propriété pour des ménages travaillant sur le territoire et disposant de revenus modestes. Le marché du logement sur le territoire de Gâtine et Choissilles est tendu. La demande en locatif et en accession y est forte. Les prix ont été multipliés par trois, rendant la poursuite du parcours résidentiel, pour une catégorie de ménages à revenus modestes, difficile voire impossible.

Le phénomène de péri-urbanisation (évasion en troisième couronne) crée une pression démographique et engendre une tension sur le marché du logement. Ce secteur très attractif contribue à l'augmentation des prix du foncier et de l'immobilier. Ce constat est souligné par les élus et les professionnels de l'habitat.

En 2006, le prix des terrains peut atteindre 70 euros par mètre carré dans la Communauté de Communes.

Gérard Martineau

Chargé de la politique du logement et de l'urbanisme

ACTIVITÉS JEUNESSE

PETITE ENFANCE, ENFANCE, JEUNESSE, CULTURE, MUSIQUE

Pour le bilan 2007, l'action culturelle a été orientée vers les spectacles pour les enfants proposés par la Compagnie « Billenbois » et la Balade de l'image. Je laisse la responsable du service Jeunesse, Isabelle Beaudeau, vous présenter les activités des adolescents.

MUSIQUE

Concernant l'école de musique, la Communauté de Communes a décidé de construire des locaux près de la salle des fêtes de Neuillé-Pont-Pierre pour remplacer les préfabriqués existants. Ces locaux serviront aussi pour des activités artistiques ou culturelles (chorale, arts plastiques, ...).

DIAGNOSTIC

En ce qui concerne la Petite Enfance, l'Enfance et la Jeunesse,

2007 est une année importante. En effet, la Communauté de Communes a commandé un diagnostic sur l'ensemble du territoire avec un état des lieux de l'existant et des orientations de développement. Organisé par la FRMJC (Maison des Jeunes et de la Culture) représentée par Nathalie Retel, ce diagnostic a rassemblé de très nombreuses personnes (professionnels ou personnes concernées ou intéressées) et a dégagé trois objectifs principaux retenus par les élus :

- Création d'un RAM (Relais d'Assistantes Maternelles).
- Contribution à la mutualisation des CLSH existants.
- Développement des activités pour les adolescents.

1°) RAM :

Le Relais Assistantes Maternelles, qui fonctionnera début 2008, est défini par quatre fonctions principales :

- Favoriser la rencontre et les échanges des assistantes maternelles, des enfants accueillis et des parents, dans le cadre des divers modes d'accueil.
- Organiser l'information des parents et des assistantes maternelles.
- Entrer en contact avec les assistantes pour les informer.
- Susciter et promouvoir la fonction des assistantes maternelles.

Un RAM n'est pas une structure d'accueil mais il doit permettre d'améliorer le système existant, puis le développer.

2°) ENFANCE :

Si les CLSH (Centre de Loisirs Sans Hébergement) restent de la compétence des communes, il est possible et souhaitable de favoriser la mutualisation de certains moyens au niveau du territoire (transports, activités communes, ...). Pour cela, il faut se connaître. Le Forum organisé le 29 septembre 2007 a permis aux associations et professionnels du territoire de se rencontrer, d'échanger et d'élaborer des projets communs, notamment entre les CLSH.

3°) JEUNESSE :

Notre objectif est de toucher, d'une façon ou d'une autre, 50% des jeunes de notre territoire. Pour l'atteindre, nous souhaitons rencontrer plus régulièrement nos ados dans les communes pour les inciter à participer aux activités organisées, à proposer de nouveaux projets et à participer à leur réalisation.

Je tiens à remercier tous ceux qui ont participé à ce diagnostic, qui a permis de clarifier les besoins et de dégager des actions concrètes.

Jack Lissandre,
Responsable de Commission

DIMANCHE 30 MARS 2008

SEMBLANÇAY

à 17 heures / 3 ans et +

**" Bynnochion de Mergerac ",
Bouffon Théâtre**

**(Hennebont - Marionnettes,
manipulation d'objet et comédiens)**

Un savant dosage de poésie, de dérision et de doux délire qui se déguste avec délice !



THÉÂTRE BILLENBOIS



DIMANCHE 25 NOVEMBRE 2007

SONZAY

à 17 heures / 3 ans et +

**" Cirk ", Compagnie Pinoc'h
(Auray - Marionnettes)**

Rencontre entre la marionnette et le cirque.



DIMANCHE 27 JANVIER 2008

NEUILLÉ-PONT-PIERRE

à 17 heures / 3 ans et +

**" Dis, tu laisses la lumière dans le couloir... ",
Compagnie Hanoumat**

(Angers - Danse / manipulation d'objet)

La danse vu autrement... Magique !

Pour tous renseignements :

" Public en Herbe "
Contacter Sophie au Théâtre
Billenbois
7, Grande Rue
37370 NEUVY-LE-ROI

Tél. : 02 47 24 46 50

E-mail :

billenbois@wanadoo.fr

SECTEUR J : PROJETS DE JEUNES

Secteur J : Projets de jeunes

Secteur J propose d'accompagner les adolescents dans leurs projets de loisirs. Voici les deux ateliers qui ont été menés.

Le Club Warhammer :

Le club réunit une quinzaine de jeunes passionnés de Warhammer, de jeux de figurines, jeux de société aux univers fantastiques...

Ils se retrouvent régulièrement deux fois par mois pour jouer ensemble, organiser des tournois, confectionner des décors pour le jeu, organiser des rencontres inter-clubs, une sortie à Paris au Games Day...

Si vous pratiquez chez vous et que vous souhaitez avoir des informations sur les rencontres contactez le Service Jeunesse qui vous fournira les dates, horaires et lieux de rencontres.

Le grand jeu de rôle : La bataille pour la Terre des Rouchoux

Pour sa seconde édition, le club Warhammer et ses jeunes ont organisé un grand jeu de rôle le dimanche 29 avril 2007.

Plusieurs rencontres ont eu lieu pour préparer ce jeu inspiré du Warhammer. Une dizaine de jeunes ont participé avec enthousiasme lors de cette journée et souhaitent, à nouveau participer l'an prochain !

Pour plus d'information sur les actions du service
contactez le Service Jeunesse
Au 02 47 29 81 02 ou au 06 81 80 72 15



La bataille pour la terre des "Rouchoux".



Warhammer.



Sortie Games Day à Paris.



" Soirée Zicos".



Grand Jeu de rôle.

FORM' ADOS : DES ACTIVITÉS POUR LES ADOS



Jeux vidéos.



Grand jeu en forêt.



Atelier graff.



Descente de la Loire en canoë.

Un service destiné aux adolescents (13 à 18 ans)

Fonctionnement :

Vacances scolaires (février, pâques, avril, juillet et Toussaint)

Choix d'activités :

À la journée, demi journée, soirée, court et long séjour.

Le centre est déclaré Jeunesse et Sports.

Équipe d'encadrement :

Les animations sont encadrées par des animateurs diplômés.

Cette année les jeunes ont eu l'occasion de rencontrer :

Dorothée, Mathilde, Ornella, Isabelle, Romain, Guillaume, Matthieu, Baptiste.

Transport :

Assuré pour de nombreuses animations (bus ou mini bus). Il dessert au mieux les communes pour ainsi faciliter les déplacements des jeunes.

Activités :

Se déroulent dans les communes du territoire. Elles peuvent s'organiser en dehors selon l'activité et la période.

Diversités des jeux :

Jeux vidéos, grand jeu en Forêt, jeux de société...

Sorties :

Cinéma, piscine, patinoire, Laser Game.

Soirée thématiques :

Loup garou, soirée enquête, soirée givrée, soirée zicos....

Animations culturelles et artistiques :

Danse hip hop, théâtre d'improvisation, scrapbooking, roman photos numériques, atelier graff, spectacle de rue, percussions brésiliennes.

Séjours :

Descente de la Loire en canoë, séjour linguistique (Pologne et Allemagne)

Sports :

Tir à l'arc, sports collectifs, kin-ball, canoë, équitation, accrobranche.



Soirée thématique.

Projet de tennis couverts à Charentilly et à Sonzay (esquisse).



Le nouveau complexe sportif à Semblançay.



La Communauté de Communes et la Commune de Semblançay ont décidé de construire ensemble un complexe sportif qui devait permettre de réunir une salle omnisports intercommunale de 35 m x 20 m avec ses annexes (vestiaires, club house, rangements), un dojo avec vestiaires et de nouveaux équipements pour le football (vestiaires joueurs, arbitres, local rangement, buvette). La construction en commun permettant de mutualiser certains équipements notamment les vestiaires dont tous ont besoin mais pas forcément au même moment. La construction de la salle omnisports s'inscrit dans une politique d'infrastructures sportives sur plusieurs années. Aucune des communes de la Communauté ne possédait de gymnase, excepté Neuillé-Pont-Pierre qui pouvait utiliser celui du collège, en dehors des heures scolaires. De nombreuses demandes se faisaient par les associations existantes pour avoir des installations couvertes et aussi par des personnes qui voulaient créer de nouvelles associations, qui nécessitent obligatoirement ces infrastructures couvertes. C'est pourquoi il fut décidé de couvrir deux plateaux sportifs, un à Beaumont-la-Ronce et l'autre à Saint-Roch, et de construire le complexe sportif à Semblançay. La différence, quant aux salles omnisports, tient uniquement au sol qui est une résine à Semblançay et de l'enrobé dans les deux autres. Ces trois salles vont permettre à de nombreuses associations de trouver un toit. Mais déjà d'autres demandes arrivent et le conseil communautaire a décidé de construire deux nouvelles salles à Charentilly et Sonzay. Devant les demandes il faudra dédier certaines salles à certaines activités et favoriser le regroupement d'associations déjà existantes sous des structures intercommunales. Car il est impossible d'avoir sur notre territoire plusieurs clubs de basket, de volley, de badminton... Cette politique d'infrastructures sportives est l'un des exemples de la dynamique de votre intercommunalité, répondant ainsi aux besoins en construisant ensemble ce que l'on ne peut pas faire seul. Plus qu'un grand discours quelques photos vous donneront une vision de ces infrastructures.

Tennis couverts à Charentilly et Sonzay

La création de deux tennis couverts a été budgétée pour 2007. Le maître d'œuvre retenu est le cabinet d'architecte "Temps". Celui-ci, après plusieurs réunions avec les différents intéressés, nous a présenté ses premières esquisses. Les travaux débiteront vers la fin

du premier trimestre 2008 après obtention des permis de construire et résultats des appels d'offres.



Photo : M. Renou

Le Tournoi du Fair-Play s'est déroulé le dimanche 26 août sur la commune de Pernay. C'est l'Union Sportive de Pernay qui s'est chargée d'organiser ce tournoi. Nous avons eu à déplorer l'absence d'un club allemand. Six clubs du territoire ont donc participé à ce tournoi dont voici le classement final :

- 1) Rouziers-de-Touraine
- 2) Saint-Roch
- 3) Pernay
- 4) Beaumont-la-Ronce
- 5) Sonzay
- 6) Charentilly (vétérans)

Le challenge du Fair-Play a été attribué à l'équipe de Saint-Roch.

Joël Pélicot, Michel Simier et Jean Boutard, Président de l'Union Sportive de Pernay, ont tenu à remercier et à féliciter tous les joueurs et les organisateurs. Ce tournoi s'est de nouveau déroulé dans un très bon esprit sportif et félicitations aussi aux organisateurs pour leur dévouement.

Cette journée s'est terminée par un buffet.

Que cette fête continue dans le même esprit pour les prochaines années.

Salles omnisports à Beaumont-la-Ronce et Saint-Roch

Ces deux salles sont aujourd'hui opérationnelles et donnent satisfaction à l'ensemble des utilisateurs. Les associations, mais aussi les écoles, les utilisent très régulièrement.

Nous avons cependant à déplorer des malfaçons sur la salle omnisports de Saint-Roch. En effet, le bardage bois, bien que remplacé et restauré en partie, ne donne toujours pas satisfaction. Nous avons confié la gestion de ce dossier à notre assureur afin de trouver rapidement une solution.

Michel Simier
Président de la Commission Sport